

El Watan

-- Archives - 2007 - 2007-11 - 2007-11-01 --

2007-11-01

Projet d'union méditerranéenne de Sarkozy

Le président du Parlement
européen réservé

Faycal Metaoui
jeudi 1er novembre 2007

Hans-Gert Pöhl, président du Parlement européen (PE), ne dit pas s'il est favorable ou pas au projet lancé par le président français de créer une union méditerranéenne.

« Il est trop tôt de le dire. Il faut d'abord en discuter », a-t-il concédé hier aux journalistes à Djenane El Mithaq, à Alger, après un expéditif point de presse (une seule question posée !). Bousculé par des gardes du corps algériens, pressé de le mener à l'aéroport sous une pluie battante, il a eu juste le temps d'ajouter que Nicolas Sarkozy viendra le 13 novembre au siège du Parlement européen pour donner des explications sur ce projet. La Commission européenne s'attendait d'être servie sur la proposition française et a prôné, par la voix de son porte-parole, qu'elle attendait des « éclaircissements » du locataire du palais de l'Élysée. En visite au Maroc, la semaine écoulée, Nicolas Sarkozy a annoncé la tenue d'un sommet en juin 2008 regroupant les chefs d'Etat de la zone méditerranéenne pour discuter de son initiative. Pour marquer une certaine réserve par rapport à ce projet, M. Pöhl a estimé qu'il faut relancer le processus euroméditerranéen de Barcelone. Il a reconnu l'existence de retard dans la mise en œuvre de ce processus, ajoutant qu'il n'a pas échoué. « L'intensité de la coopération n'a pas été comme nous l'aurions souhaité. Reste que c'est ce processus qui a permis l'engagement de négociations pour la signature des accords d'association avec l'Union européenne », a-t-il observé. Sept pays de sud de la Méditerranée, dont l'Algérie, sont signataires de ces accords. M. Pöhl a annoncé avoir rencontré des opérateurs économiques qui lui ont exprimé leur soutien à la relance du processus de Barcelone qui date d'août 1995. « Cette relance passe par un dialogue politique intense », a-t-il précisé. L'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (Euromed) peut, selon Hans-Gert Pöhl, être un des instruments de ce dialogue. Pour des experts, ce processus n'a pas échoué à cause de la crise au Moyen-Orient et des conditionnalités européennes en matière de libertés politiques. L'initiative de Sarkozy est soupçonnée de vouloir enterrer la démarche politique de Barcelone.

Surmonter le choc entre l'Occident et l'Islam

Le président du Parlement européen a pris le soin d'indiquer que la Politique de voisinage européenne (PEV) ne va pas se substituer au processus de Barcelone. « C'est un cadre plus vaste qui va au-delà de la Méditerranée », a-t-il précisé. La PEV, qui a été lancée en 2004, s'adresse aux pays partenaires de l'Union européenne non candidats à l'adhésion à cet ensemble, à l'image de l'Algérie, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, la Libye, la Moldavie, le Maroc et l'Autorité palestinienne. La PEV se veut être « une relation privilégiée », basée sur un engagement mutuel en faveur des valeurs communes, comme la démocratie, la règle de droit, la bonne gouvernance et les principes d'économie de marché... L'Algérie est le seul pays du sud de la Méditerranée à avoir refusé cette nouvelle politique. L'argument d'Alger est de « laisser le temps » pour l'application de l'accord d'association entré en vigueur en 2005. Interrogé sur l'évaluation de l'état des libertés et des droits humains en Algérie, le président du Parlement européen a eu une brève réponse : « Il y a une bonne marche de la démocratie en Algérie. » Il a rendu hommage à l'Algérie pour son combat contre le terrorisme. « Les terroristes n'ont aucune chance de faire valoir leurs méthodes dans le monde », a-t-il déclaré. M. Pöhl a annoncé que 2008 sera l'année du « dialogue culturel ». « Et au Parlement européen, nous accordons une grande importance à ce dialogue. Un dialogue que

nous voulons intense avec les pays arabes, et surtout l'Algérie. On peut ne pas partager les mêmes avis, mais on peut discuter en paix », a-t-il soutenu. Par « dialogue culturel », l'Union européenne, dans une vision stratégique à long terme, veut surmonter et peut-être neutraliser les thèses conservatrices et contestables du « choc » entre l'Occident et l'Islam, thèse d'infamie, notamment par l'ex-président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, et l'extrême-droite suisse, danoise et allemande. A Alger, où il a séjourné durant deux jours, M. Pöhltinger a eu des discussions de deux heures et demie (comme il l'a prouvé) avec le président Abdelaziz Bouteflika. Il s'est entretenu également avec le chef du gouvernement, le président du Haut conseil islamique et les présidents des deux chambres du Parlement. Il a visité aussi un centre de soutien aux victimes de terrorisme dans la région de Blida. Un centre soutenu par des fonds européens. L'Algérie est la première étape dans la tournée de M. Pöhltinger dans l'entourage de l'Europe. « L'Algérie constitue un pont entre l'Europe et l'Afrique », a-t-il estimé. L'homme s'est publiquement engagé à visiter tous les pays partenaires de l'Union européenne dans le bassin méditerranéen pour montrer « l'intérêt » de l'institution qu'il dirige pour cette région. D'origine allemande, Hans-Gert Pöhltinger, 62 ans, militant de la CDU (démocrate-chrétien, droite au pouvoir), est président du Parlement européen depuis début 2007. Il dirige cette institution au nom du Parti populaire européen (PPE). Le PPE partage la direction tournante du Parlement européen avec le Parti socialiste européen (PSE).